

La Commune de Paris et les maçons de la Creuse

L'été 1870 commence par la guerre contre la Prusse et la défaite de Sedan. Cet échec de Napoléon III provoque la chute du régime. À Paris, le 4 septembre, la république est proclamée. Thiers, à la tête du gouvernement, cherche à organiser la résistance. Mais devant l'ampleur de l'invasion, il choisit en janvier 1871 de négocier un arrêt des combats. L'armistice signé en mars est catastrophique : la France occupée doit payer une lourde indemnité, les provinces de l'est, Alsace et Lorraine, sont annexées par les vainqueurs.

Paris est alors une ville ouvrière travaillée par l'agitation socialiste et par la propagande républicaine. Une opposition politique très forte est présente entre royalistes et républicains au sein du gouvernement et de toute la classe politique.

Les Prussiens vont avancer jusqu'à Paris qui va subir un siège éprouvant de quatre mois pendant lequel la population de Paris souffre de la famine et du froid. Le 28 janvier 1871, le gouvernement de Défense nationale accepte un armistice et la capitulation de Paris.

Refusant l'armistice, la population parisienne refuse l'autorité de ceux qui l'ont signé et les forces révolutionnaires s'organisent.

Paris insurgé est désormais assiégé par l'armée légale du gouvernement installé à Versailles. Cette armée essaie de reprendre le pouvoir à Paris en s'emparant des canons de la garde nationale stockés à la butte Montmartre. L'échec de cette expédition marque le début de l'insurrection parisienne, dictée aussi par le refus de la nouvelle Assemblée conservatrice. Le 28 mars, la Commune est proclamée à l'Hôtel-de-Ville. Pendant près de trois mois, elle va prendre plusieurs mesures et décrets d'inspiration socialiste. La Commune est un gouvernement populaire où se mêlent ouvriers et intellectuels, socialistes et libertaires, exemple étonnant de démocratie directe qui adopte dans l'urgence des mesures sociales remarquablement novatrices. Mais l'armée versaillaise entre dans la capitale et écrase les Communards durant la semaine sanglante.

Elle se terminera le 28 mai 1871 après une semaine de répression impitoyable. Aux 30 000 morts, hommes femmes et enfants, s'ajoutent de très nombreux déportés, essentiellement en Nouvelle-Calédonie, dont Louise Michel, institutrice à Montmartre, figure emblématique du combat des femmes pendant la Commune.

Les maçons de la Creuse, très nombreux à Paris à cette période, ont très activement participé à cet épisode important de l'histoire de France.

